



HAL
open science

Concurrence déloyale, créativité écrasée: l'agriculture vivrière en crise

Hubert Cochet

► **To cite this version:**

Hubert Cochet. Concurrence déloyale, créativité écrasée: l'agriculture vivrière en crise. Revue Esprit, 2005. hal-02485830

HAL Id: hal-02485830

<https://hal.science/hal-02485830>

Submitted on 25 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Concurrence déloyale : l'agriculture vivrière en crise

Hubert Cochet*

En même temps que la question du retrait – réel ou fictif – de la France officielle se pose, d'autres formes de relations s'établissent ou s'approfondissent, au niveau de la société civile. Sans doute n'ont-elles une réelle intensité qu'auprès d'une minorité d'associations et d'individus fortement motivés. Sans doute ces relations ne sont-elles pas toujours immédiatement visibles. Ainsi les rares films et émissions en rapport avec la culture africaine continuent de passer à la télévision après vingt-trois heures, et seront moins directement perceptibles que certaines images beaucoup moins gratifiantes visibles dans les journaux du 20 heures. Mais l'importance des liens qui se tissent silencieusement n'en doit pas pour autant être sous-estimée. Il suffit de regarder la liste des villes françaises jumelées avec des villes africaines pour comprendre que quelque chose d'important se passe : il y a ainsi plusieurs centaines de villes jumelées avec le Mali et le Burkina. À cela s'ajoutent d'autres types de relations qui ne passent pas par la Fédération des villes jumelées. Relations dans le monde de la musique, de la danse, du sport, du cinéma, de la lecture ; sait-on qu'une association lyonnaise (Malira) a récemment organisé une Fête du livre à Tombouctou et s'occupe de bibliothèques dans les villages du désert ? Relations dans le domaine de la solidarité : combien d'associations d'aide au développement du type de Solidarité Cachan-Soroma qui sera présentée en encadré ? Qui sait en dehors des acteurs directement concernés que le diocèse de Montpellier est jumelé avec l'Église du Mali, ou que tel chirurgien et élu de renom va opérer chaque année au Mali à titre bénévole ?

Cette Afrique vécue, rendue présente et concrète par des échanges croissants entre les personnes, mais aussi parfois largement rêvée ou

* Institut national agronomique Paris-Grignon, UER Agriculture comparée et développement agricole.

vue comme un antidote à nos sociétés hypertechnicisées (c'est le thème de l'Africain pauvre mais généreux, hospitalier, encore sensible à la chaleur des rapports humains et à la joie de la fête) n'a peut-être jamais été aussi présente en France : jumelages, concerts, festivals consacrés à l'Afrique dans toutes ses dimensions, que l'accent soit mis davantage sur la culture ou sur le développement, se multiplient jusqu'au cœur de nos provinces.

Quelques exemples pris sur le vif, à partir d'entretiens avec des acteurs de ces manifestations, ou de témoignages plus distanciés, donneront la dimension de ce phénomène. Ils n'auront pas d'autre ambition.

J.-P. C. et B. S.

L'IMAGE qui vient à l'esprit à l'évocation de l'agriculture subsaharienne reste pour beaucoup d'entre nous immuable, celle d'une femme courbée maniant la *daba* et portant son dernier-né sur le dos, celle de ces bassines, calebasses ou cuvettes de graines ou de tubercules portées sur la tête, entreposées à l'orée du champ ou entassées sur un marché bondé. Et il est vrai que l'immense majorité des agriculteurs africains travaille toujours avec des outils exclusivement manuels, houes de toutes formes et dimensions pour les travaux de préparation du sol, de sarclage et de récolte des tubercules ; couteaux et machettes pour couper, débroussailler, désherber, récolter ; paniers, sacs et autres récipients pour le transport des semences et des récoltes... Certaines régions ont connu un développement de la traction attelée, soit très anciennement comme en Éthiopie, soit à partir des années 1950 à l'occasion d'opérations de développement dans lesquelles ces nouveaux équipements furent fortement subventionnés, comme dans le bassin arachidier au Sénégal ou dans les zones cotonnières de l'Afrique soudanienne. Quant au tracteur, symbole de la modernité pour beaucoup de dirigeants africains de la période des indépendances, sa diffusion a fait long feu, après certaines opérations d'envergure dénoncées en leur temps par René Dumont¹.

Des inégalités de développement sans précédent

La paysannerie africaine est donc la plus mal équipée du monde, et comme condamnée à cultiver avec ces outils rudimentaires des sols souvent bien peu favorables à la culture, trop sableux ou au contraire excessivement chargés d'argile, parfois indurés, pierreux, acides, peu

1. Dans l'un de ses ouvrages les plus connus : *L'Afrique noire est mal partie*, Paris, Le Seuil, 1962.

fertiles et sans que ces handicaps ne puissent être corrigés, comme ce fut le cas dans les agricultures des pays du Nord, par un usage massif des amendements et des engrais chimiques.

Et pourtant, il y a bien longtemps que les paysans africains ne vivent plus en autarcie, contrairement à l'image que véhiculent encore des dépliants touristiques en quête « d'authenticité », il y a plusieurs décennies que leurs produits se trouvent confrontés de plein fouet à la concurrence des agricultures du Nord et qu'ils subissent, impuissants, la dévalorisation continue de leur travail. Pour mesurer l'impact immense de cette mise en concurrence particulièrement brutale il suffit de comparer la productivité du travail obtenue dans quelques systèmes de production caractéristiques de l'Afrique subsaharienne à celle dégagée, pour des produits directement ou indirectement concurrents, dans les exploitations agricoles les plus productives des pays développés.

Ainsi, les agriculteurs de la zone sahélienne, placés dans des conditions de sols et de climats parmi les plus défavorables du monde, ne peuvent pas escompter produire la quantité minimale de grains qui serait nécessaire à l'alimentation de leur famille. Dans le nord du Burkina Faso, par exemple, les agriculteurs, seulement équipés de houes et d'instruments de sarclage tels que l'iler², ne peuvent pas mettre en culture plus de 0,6 ou 0,7 hectare par actif, compte tenu de la faible durée de la saison des pluies (4 mois) et de l'impérieuse nécessité de hâter les semis pour ne pas retarder le cycle agricole³. Avec des rendements extrêmement faibles dépassant rarement les trois quintaux à l'hectare dans ces sols peu fertiles, un actif agricole ne peut guère produire plus de 200 kilogrammes de céréales par année de culture, soit à peine le nécessaire pour se nourrir lui-même. Les greniers étant vides au bout de quelques mois, c'est la vente du bétail qui permet de réunir le pécule nécessaire à l'achat de vivres et à l'attente de la récolte à venir.

Beaucoup plus au sud, les paysannes congolaises des plateaux batéké, confrontées à la nécessité de défricher la savane avant chaque mise en culture, doivent consacrer tout leur temps et leur énergie à la préparation des champs. Seulement munies d'une grande houe pour venir à bout de ce dense tapis herbacé, elles ne peuvent espérer mettre en culture chaque année plus de 30 ares de terre chacune pendant les deux mois qui peuvent être consacrés à cette préparation (entre les premières grosses pluies de la saison et les semis). Elles y récoltent un cycle d'arachide puis, après une deuxième phase de

2. Outil poussé devant le travailleur, à long manche et muni d'une lame métallique en forme de croissant permettant de couper, à faible profondeur, les racines des mauvaises herbes.

3. D. Guillaud, *L'Ombre du mil, un système agropastoral en Aribinda (Burkina Faso)*, Paris, éd. de l'Orstom, coll. « À travers champs », 1993.

labour tout aussi harassante, elles installent une plantation de manioc qui profitera de la fin de la période pluvieuse (ici généreuse) et de la saison suivante. Compte tenu des rendements espérés, soit 5 à 8 quintaux d'arachide par hectare pour le premier cycle (dont il faut réserver 1 à 1,5 pour la semence) et 9 tonnes de manioc frais, la productivité brute du travail de ces femmes pourrait être estimée à environ 150 kg d'arachide (coque) et 2,4 tonnes de manioc frais par an, soit l'équivalent énergétique de 6 à 7 quintaux de céréales seulement auxquels il faudrait rajouter l'arachide.

Dans une unité de production familiale des hauts plateaux du nord de l'Éthiopie, les rendements obtenus (déduction faite des semences nécessaires au cycle suivant) sont de l'ordre de 2 à 6 quintaux par hectare pour des céréales comme le blé ou l'orge, de 3 à 4 pour le teff, la céréale éthiopienne, et de 2 à 4 quintaux par hectare pour les légumineuses comme le pois chiche ou la lentille⁴. Pour un agriculteur relativement bien doté car équipé, cette fois-ci, d'un attelage complet (un araire + joug et une paire de bœufs), la surface maximale qui peut être mise en culture chaque année ne dépasse pas les 6 hectares. En considérant qu'il met en place des rotations culturales laissant à peu près part égale au blé et à l'orge d'une part, au teff d'autre part et enfin aux légumineuses, la production obtenue (nette de semences) ne peut excéder, dans les meilleures conditions, une douzaine de quintaux de blé ou d'orge, 8 de teff et autant de pois chiche ou de lentille, soit l'équivalent de 2,5 à 3 tonnes de céréales par actif et par an. La traction attelée permet ainsi, pour ceux qui disposent d'un équipement complet et de terre en quantité suffisante, d'augmenter sensiblement la productivité du travail, progrès qui serait plus net encore dans des conditions moins contraignantes que celles de cette région.

Mais cet accroissement de productivité fait bien pâle figure au regard des niveaux atteints dans les exploitations familiales les mieux équipées des pays du Nord. L'augmentation de puissance des machines, l'accroissement considérable, en quantité et qualité des produits chimiques utilisés (engrais minéraux et produits de traitement), l'adaptation des cultures à ces nouveaux moyens de production par l'amélioration génétique, y ont permis, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, un accroissement sans précédent des rendements et plus encore de la productivité du travail⁵. Aujourd'hui, par exemple, les agriculteurs les mieux équipés du *corn belt* américain peuvent cultiver 450 hectares de maïs-soja par personne, à l'aide de tracteurs très puissants, de semoirs et moissonneuses-bat-

4. C. Marque et V. Rosenwald, *Étude des systèmes agraires d'une petite région du nord de l'Éthiopie*, mémoire d'agronomie approfondie, INAPG, Agriculture comparée et développement agricole, 1997.

5. M. Mazoyer et al., *Histoire des agricultures du monde, du néolithique à la crise contemporaine*, Paris, Le Seuil, 1997.

teuses de très grande largeur et en simplifiant les techniques culturales grâce à l'emploi de variétés génétiquement modifiées⁶. Avec des rendements de 100 quintaux par hectare pour le maïs et de 35 pour le soja, un actif peut à lui seul produire (225 x 100) 22 500 quintaux de maïs et près de (225 x 35) 8 000 quintaux de soja par an, soit 2 000 à 3 000 fois plus que son collègue africain doté d'outils manuels, 1 000 fois plus que l'agriculteur muni d'un attelage... Bien sûr, il ne s'agit pas là de productivité au sens strict, car la mise en place et le fonctionnement de ces systèmes de production à très haut niveau d'équipement et de consommation d'intrants coûtent cher, de sorte que pour estimer la productivité nette du travail, exprimée en équivalent céréale, les chiffres cités doivent être divisés par deux ou trois. Il n'importe, les résultats demeurent tellement élevés que l'écart de productivité qui sépare les paysans africains de leurs collègues nord-américains est immense, de l'ordre de 1 à 500 ou 1 000...

Comment imaginer, dès lors, que l'ensemble de ces producteurs soit en réalité directement mis en concurrence sur un même marché mondial dont les prix sont dictés par les agricultures les plus productives, prix déprimés en outre par les subventions publiques versées aux agriculteurs du Nord⁷ ? Comment l'agriculture africaine pourrait-elle survivre à une telle inégalité des chances, continuer à nourrir des villes approvisionnées à très bas prix par le déversement des surplus mondiaux de céréales – parfois sous forme d'aide alimentaire –, se doter de matériel plus performant, reconquérir des parts de marchés et se développer ? Et comment pourrait-elle rester confinée aux cultures moins concurrencées par les pays du Nord comme le café ou le cacao qui bénéficient, dit-on, d'un « avantage comparatif », quand l'évolution de leurs prix suit le même chemin et que les substituts commencent à occuper des parts significatives dans les entreprises de transformation (graisses végétales dans l'industrie chocolatière, arômes artificiels, etc.) ? Handicapée par les héritages du passé et véritablement écrasée par la concurrence des pays du Nord, l'agriculture africaine peut-elle rebondir ?

6. Sophie Devienne, « Les leçons de l'agriculture américaine, ou la quintessence de la méthode René Dumont », dans Marc Dufumier (sous la dir. de), *Un agronome dans son siècle, actualité de René Dumont*, Paris, Karthala/INAPG, 2002, p. 45-53.

7. Le montant considérable de ces subventions accroît donc les écarts de rémunération entre agriculteurs du Nord et du Sud en permettant l'établissement de prix mondiaux très bas. Pour autant, ces subventions ne sont pas à l'origine des inégalités de développement actuelles ; et leur suppression, tant réclamée par les représentants des pays du Sud dans les négociations internationales, ne saurait suffire à rétablir les chances de l'agriculture africaine.

*Une créativité paysanne insoupçonnée,
malgré la faiblesse des moyens de production*

Pourtant, et bien que les agricultures africaines incorporent encore bien peu de moyens de production d'origine industrielle, les changements opérés ont parfois été considérables et l'innovation technique n'est pas absente, loin s'en faut, de l'histoire agraire de ce continent. Ce qui est en général qualifié de traditionnel n'est en rien immuable : les agricultures dites « traditionnelles » se révèlent presque toujours le fruit d'une succession d'adoptions et d'abandons, d'adaptations et de transformations beaucoup plus considérables qu'il n'y paraît.

Pour s'en convaincre, il suffit de mesurer l'importance des emprunts réalisés, en matière d'espèces et de variétés cultivées, par les agriculteurs de ce continent par rapport à d'autres régions du monde. Dans le paysage des collines du Burundi, par exemple, pratiquement toutes les plantes cultivées sont nouvelles, et étaient inconnues dans l'ancienne agriculture de cette région : maïs, haricot, manioc et patate douce venus d'Amérique il n'y a pas si longtemps, bananiers et taro en provenance d'Asie et, bien sûr, café, thé, avocatiers, ainsi que les arbres australiens (eucalyptus, *grevillea*) ou ceux introduits par les missionnaires (avocatiers, goyaviers, agrumes⁸...). Comment imaginer, par exemple, que les premières semences de maïs semées à la fin du XVI^e siècle sur les côtes du golfe de Guinée ou de l'Angola aient pu si rapidement être colportées à travers tout le continent en si peu de temps pour qu'elles soient connues, adoptées et massivement utilisées dans les collines du Kivu, du Burundi et du Rwanda un ou deux siècles seulement plus tard ? Et combien de temps a-t-il fallu, combien d'essais infructueux pour sélectionner les lignées de maïs adaptées aux écosystèmes est-africains ? On reste confondu devant l'efficacité de ce processus de réadaptation/sélection, et devant la rapidité de diffusion et d'adoption de cette innovation à travers tout le continent.

En matière d'aménagement du milieu, là aussi, l'Afrique subsaharienne n'est pas en reste. Les peuplements réguliers d'acacias albida (*Faidherbia albida*), qui en maints endroits de la bande climatique sahélo-soudanienne parsèment les paysages cultivés, sont des constructions humaines, tout comme ceux de karités et de nérés développés dans certaines régions mieux arrosées de la zone soudanienne. Pourtant, et malgré l'importance que leur attribua très tôt un géographe comme Paul Pélissier⁹, il faudra des décennies pour que l'on reconnaisse enfin le degré d'artificialisation auquel correspondaient

8. H. Cochet, *Crises et révolutions agricoles au Burundi*, Paris, Karthala/INAPG, 2001.

9. Paul Pélissier, *L'Arbre en Afrique tropicale, la fonction et le signe*, cahiers Orstom, série « Sciences humaines », vol. XVII, n° 3-4, 1980.

ces parcs arborés. Un couvert arboré entièrement nouveau avait été constitué, non pas à la manière d'une plantation décrétée en haut lieu, mais par un patient aménagement de l'espace qui supposait de sauvegarder et de sélectionner les plantules spontanées, d'en faciliter le développement en les protégeant de la dent du bétail et de celle du feu, puis en les taillant autant que de besoin... Le jeu en valait la chandelle : légumineuse à haute valeur fourragère (comme le *Faidherbia albida*) ou pourvoyeur de fruits et de biomasse restituée aux cultures (karité et néré), ces arbres ont été à la base d'aménagements capables de supporter pendant longtemps de fortes densités humaines.

L'Afrique n'est donc pas en friche ! Les terrassements si imposants des monts Mandara au Nord-Cameroun, les rizières de mangroves gagnées sur la mer depuis la Casamance jusqu'aux côtes de Guinée, ou encore les collines jardinées du Burundi, du Rwanda, du pays bamiléké ou de l'Éthiopie de l'ensete (le « faux bananier »), pour ne citer que quelques exemples parmi les plus spectaculaires, illustrent à quel point les paysans africains peuvent être de véritables bâtisseurs de paysage.

Malgré la faiblesse de l'outillage – peut-être aussi grâce à cette indigence ? –, les techniques employées, le maniement de l'outil, sont parfois d'une extrême sophistication. C'est, par exemple, le cas des techniques de préparation du champ inventées par les femmes koukouya pour cultiver la savane. Malgré l'homogénéité du tapis herbacé et son caractère ingrat, plusieurs techniques de préparation du champ sont utilisées : défrichage et labour à plat après les premières pluies, labour de billonnage après passage du feu et enfouissement en vert des repousses, ou encore, constitution, avant le démarrage des pluies de véritables fours de mottes de terre (buttes écobuées) dont la combustion lente et à l'étouffée permettra tout à la fois, la destruction du tapis herbacé, la concentration de la fertilité et la libération des éléments nutritifs nécessaires au cycle de culture¹⁰.

Il en est de même du choix des espèces et variétés cultivées et de leur emplacement. Contrairement à l'image parfois chaotique que suggère l'enchevêtrement des cultures associées, s'y dissimule une logique plus agronomique qu'il n'y paraît, bien que difficilement déchiffrable par l'agronome formé au dogme de la culture pure, « un ordre caché sous un chaos apparent » comme le disait déjà en 1956 Pierre de Schlippé à propos de l'agriculture zandé¹¹.

10. C. Serre-Duhem, *Essai d'interprétation d'une famine. Les transformations d'un système agraire au Congo : le plateau Kukuya*, thèse de doctorat, INAPG, Agriculture comparée et développement agricole, Paris, 1995.

11. Pierre de Schlippé, *Shifting Cultivation in Africa, the Zandé System of Agriculture*, Londres, Routledge and Kegan, 1956 (trad. fr. *Éciculture d'Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1986).

La diversité des pratiques paysannes, leur richesse et leur adaptabilité ne sont plus à prouver. Des agronomes comme Pierre de Schlippe ou René Dumont l'avaient déjà souligné avant même les indépendances et dans un contexte idéologique pourtant peu favorable à la mise en avant et à la défense des savoir-faire « traditionnels ». D'innombrables travaux ont été réalisés depuis lors, plus souvent par des géographes, des anthropologues ou des historiens que par les agronomes souvent trop pressés d'« améliorer » et de « développer ». Une analyse approfondie de ces pratiques et des conditions dans lesquelles les paysans africains les mettent en place conduit à la conclusion suivante : comment pourraient-ils mieux faire avec les moyens dont ils disposent, et les prix qui leur sont offerts pour leurs produits ? Ou toute tentative d'amélioration ne serait-elle pas finalement illusoire ?

*Aménagements et transferts de technologies :
l'échec du « développement »*

Des projets sans nombre ont été mis en place pour « développer » l'agriculture africaine. Comment en faire le bilan en quelques lignes et tirer les leçons de tant d'échecs répétés ?

Il y eut d'abord les grandes opérations d'aménagement qui, d'un bout à l'autre du continent, ont tenté de faire table rase du passé et qui, à grand renfort de bulldozer, ont taillé dans les paysages de grandes pièces appelées à la modernité parce que mécanisables à merci. De tels projets furent d'abord entrepris vers la fin de l'époque coloniale, puis après les indépendances, en particulier dans les pays tentés par la « voie socialiste » : grands projets arachidières en Casamance ou au Tanganyika britannique par exemple, grands périmètres de la Compagnie française des textiles (CFDT) où les parcs à karités et nérés furent rasés, paysannats du Congo belge et des marges du Ruanda-Urundi, fermes d'État en Guinée ou dans le rift éthiopien, etc. Les tentatives de villagisation autoritaire réalisées dans les années 1970 et 1980 dans certains pays (Tanzanie, Éthiopie, Burundi, Afrique australe dans le cadre du *Betterment Planning*), en faisant de l'habitat dispersé un obstacle absolu au développement, relevaient du même fantasme de transformation radicale des campagnes, et d'une incompréhension partagée des mécanismes de l'économie paysanne.

On peut regrouper dans une deuxième catégorie l'ensemble des projets, parfois aussi atteints de gigantisme, qui prévoyaient le transfert massif de technologies aux producteurs en organisant la vulgarisation systématique d'un (parfois plusieurs) « paquet technique » censé permettre un accroissement significatif des rendements. Fondé sur l'idée que l'utilisation d'un intrant ou d'une technique donnée ne

peut révéler son potentiel que si un certain nombre de conditions se trouvent réunies, le « concept » de paquet technique consiste à associer la diffusion d'un ou plusieurs intrants à un certain nombre de techniques supposées aller de pair. Au Rwanda et au Burundi, par exemple, on a proposé inlassablement le semis du haricot en culture pure, en ligne, avec application d'engrais chimiques et protection phytosanitaire des semences (enrobage). La distribution des engrais chimiques et des semences traitées, intrants qui pouvaient rendre de grands services aux agriculteurs, fut donc strictement conditionnée à l'application des techniques impliquées par le même paquet – le semis en ligne et la culture pure –, façons de faire qui, elles, étaient inappropriées. Or, il suffit que l'un des éléments constitutifs du kit soit trop coûteux en argent, en temps ou en espace, ou tout simplement inadapté à la situation, pour que les agriculteurs ne puissent plus respecter les consignes qui leur sont données et que la diffusion du paquet, un et indivisible, se solde par un échec. Car dans la plupart des cas, les agriculteurs « n'ont pas la possibilité de choisir, d'adapter, d'adopter progressivement. C'est à prendre ou à laisser, la formule est totalitaire¹² ». Et les récalcitrants se trouvent de ce fait rayés de la liste des bénéficiaires potentiels.

Dans les pays où s'est imposé un véritable caporalisme agraire, ne laissant que fort peu d'initiatives aux agriculteurs, la rigidité et l'uniformité du message technique, aveugles aux multiples particularismes locaux, ont fonctionné comme un véritable frein à la diffusion de nouveaux moyens de production dont les paysans avaient pourtant cruellement besoin. Ailleurs, les agriculteurs ont eu davantage de marge de manœuvre pour adapter le « paquet technique » qui leur était proposé en n'en sélectionnant que les éléments qui les intéressaient ou en en modifiant l'usage : adoption rapide du semoir attelé dans le bassin arachidier sénégalais (pour hâter cette opération et étendre les surfaces semées) par exemple, au détriment de la charrue pourtant vulgarisée avec force (et censée permettre, par un labour plus profond, une amélioration des rendements). Parfois encore ils sont passés maîtres dans le « détournement » des intrants (engrais et pesticides) vulgarisés pour une culture de rente au profit des cultures vivrières, réalisant à leur façon « l'allocation optimale des facteurs de production »... Malgré la rage des techniciens devant la multiplication de ces « déviations », la seule véritable trace durable de nombre de projets de développement ne réside-t-elle pas dans la diffusion « sauvage » de ces moyens de production finalement si bien adoptés et adaptés, bien que clandestinement, par les agriculteurs ?

12. Ce constat, formulé en 1978 par Gilles Sautter, n'a malheureusement rien perdu de son actualité (« Dirigisme opérationnel et stratégie paysanne, ou l'aménageur aménagé », *L'Espace géographique*, 1978, 4, p. 233-243).

Face à autant de « résistance » à la « modernisation », nombreux sont les agents de développement et responsables politiques qui invoquent les « mentalités traditionalistes des agriculteurs », leur « réticence naturelle à l'innovation », et, dernière échappatoire, le « réflexe d'autosubsistance ». Cette croyance que les agriculteurs « ne produiraient pas pour le marché » ou « limiteraient les quantités commercialisées à leurs besoins monétaires immédiats » a conduit les « développeurs » à porter leurs efforts sur l'intégration des producteurs au marché. Alors que les pouvoirs publics étaient engagés dans l'allègement de leurs interventions en matière de production proprement dite – au nom de la libéralisation –, l'accroissement des échanges marchands et la « monétarisation » des exploitations agricoles devinrent un objectif prioritaire. Il fallait alors encourager la spécialisation régionale suivant les avantages comparatifs, développer les infrastructures pour faciliter le fonctionnement des lois du marché (construction de routes et de pistes, désenclavement, rénovation des marchés régionaux), libéraliser le commerce des produits agricoles (et des intrants), mobiliser l'épargne monétaire des familles rurales, etc.

Pour combattre le « réflexe d'autosubsistance », seul un « signal » fort en provenance du marché pouvait, croyait-on, inciter les agriculteurs à produire plus, les vertus du marché se substituant alors à la chicote coloniale ou au « paquet technique » pour « mettre les agriculteurs au travail ». En fait, la simple prise en compte du risque, à laquelle aucun producteur n'échappe, conduit toujours les agriculteurs à viser plus haut que ce qui serait nécessaire à la stricte satisfaction des besoins familiaux. Et c'est bien davantage la pénurie de moyens de production et la faiblesse de la productivité du travail qui limitent, presque partout, les niveaux de production atteints. Quant aux signaux du marché, à l'écoute desquels les paysanneries africaines sont depuis belle lurette, ils ne colportent en général que l'annonce d'une baisse inexorable et répétée de la rémunération de leur travail...

*Agronome et paysans,
absence de dialogue ou dialogue de sourd ?*

Le géographe Paul Pélissier a souligné à maintes reprises cette incompréhension majeure et le caractère parfois conflictuel du face-à-face technicien/paysan. En soulignant, par exemple, que les agriculteurs ouest-africains recherchaient davantage l'accroissement de la productivité de leur travail en comparant toute augmentation éventuelle de production à la quantité de travail supplémentaire nécessaire pour l'obtenir, il mettait en évidence l'incompréhension des

« développeurs » trop exclusivement préoccupés par la recherche de gains immédiats en rendement¹³.

Les difficultés rencontrées par la recherche agronomique pour répondre aux questions essentielles posées par les transformations récentes de l'agriculture africaine semblent aussi résulter de l'incapacité de nombreux chercheurs à surmonter les vieux schémas d'analyse qui font de l'agriculture paysanne une agriculture archaïque, peu évolutive, et qui doit par conséquent être modernisée grâce à l'intervention des agents vulgarisateurs, porteurs des thèmes techniques élaborés au sommet. Considérés comme incapables de gérer de façon rationnelle leurs exploitations, les agriculteurs ne sont pas en mesure, dit-on, de réaliser l'« allocation optimale des ressources » conformément à l'intérêt général. C'est pourquoi on a toujours cherché à décider du bon et du mauvais à leur place. Il fallait « encadrer » la paysannerie, lui donner un cadre qu'elle ne pouvait pas se donner elle-même, et des consignes strictes.

Le géographe Pierre Gourou fut le premier à définir avec clarté ce que l'on appela par la suite les « techniques d'encadrement¹⁴ ». Au côté des techniques de production, elles regroupaient en réalité l'ensemble des rapports sociaux de production, les rapports villes-campagnes et ceux qu'entretenait l'administration avec la paysannerie. Tout cela fut précisément oublié par les systèmes de vulgarisation qui furent mis en place, mais le terme « encadrement » est resté, trop bien adapté, semble-t-il, à l'usage autoritaire et paternaliste que l'on en fit.

Puis vint l'ère de la méthode participative... L'échec des projets de développement fut imputé au manque de « participation » des agriculteurs, et pour cause. En se limitant trop souvent à changer de ton sans remettre en cause les fondements du message technique lui-même, la réforme participative reste donc rassurante pour les « développeurs ». Si les agriculteurs n'adoptent pas les techniques mises au point par la recherche, c'est la faute aux vulgarisateurs... Des agriculteurs, la responsabilité de l'échec des opérations de développement est tout bonnement reportée sur les services de vulgarisation. Rien d'étonnant, donc, dans la belle unanimité qu'a obtenue cette réforme dans la communauté des « développeurs ». Une fois de plus, les vraies questions posées par l'agriculture africaine étaient esquivées, en même temps que celles relatives à la responsabilité des chercheurs dans le fiasco des opérations de développement mises en œuvre à ce jour...

13. Voir « Le paysan et le technicien. Quelques aspects d'un difficile face-à-face » écrit en 1979 et rééd. récemment dans P. Pélissier, *Campagnes africaines en devenir*, Paris, Arguments, 1995.

14. Pierre Gourou, *Pour une géographie humaine*, Paris, Flammarion, 1973.

Pourquoi s'acharner à financer toutes sortes de projets si leur bilan est dérisoire, pour ne pas dire calamiteux, alors que la paysannerie n'a pas besoin de nous, agronomes, économistes, géographes et experts de tout poil ? « L'après-développement » aurait-il commencé, comme on l'entend de plus en plus souvent ? Ou faudrait-il tourner définitivement la page du développement¹⁵ ? Et ne vaudrait-il pas mieux, au nom du respect de la différence et au regard des échecs passés, tout simplement ne rien faire, c'est-à-dire, en d'autres termes, laisser les lois du marché faire leur travail ?

Alors que l'on dénie encore trop souvent aux agriculteurs le droit de choisir librement leurs combinaisons de cultures et les techniques à employer, un libéralisme débridé achève de mettre hors de leur portée les moyens de production qui leur font défaut et les expose de plus en plus brutalement à la concurrence internationale. Pourtant, ces paysanneries ont plus que jamais besoin de politiques agricoles cohérentes ; elles ont besoin de services publics efficaces et seraient volontiers partenaires de bons projets. Elles ont cruellement besoin d'aide, mais d'une aide totalement repensée, qui place les savoir-faire paysans au cœur des interventions et qui œuvre à rassembler les conditions nécessaires à l'accroissement de la productivité du travail et de sa rémunération, une aide, qui leur facilite l'accès aux moyens de production et aussi à un système de prix relatifs qui ne les écrasent pas.

Hubert Cochet

15. Comme le propose sans nuance Serge Latouche, « En finir, une fois pour toutes avec le développement », *Le Monde diplomatique*, mai 2001.